Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 26 (1968)

Heft: [1]: Le défi du monde moderne : changement et mobilité

Nachwort: Remarques finales

Autor: Goetschin, Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Remarques finales

Pierre Goetschin
professeur à l'Université et à l'IMEDE, Lausanne

Les réflexions présentées par les conférenciers des Journées du Mont-Pèlerin laissent à penser que les défis du monde moderne tiennent au fait qu'il y a un hiatus, un décalage, entre l'accélération du développement scientifique et technique et la capacité d'adaptation de l'homme et de ses institutions. Les mouvements de révolte et de contestation sont l'expression même des tensions et de l'angoisse qui résultent de cette asymétrie. Nos sociétés, qu'elles soient industrielles et riches ou non industrielles et pauvres, se modifient rapidement sous nos yeux. On constate le changement, on en saisit le déroulement, on le désire même ou on veut l'imposer.

Face à cette exubérance, l'homme est comme happé par une vaste machine: consommateur, il est l'objet de multiples sollicitations; producteur, il est incorporé dans des organisations de plus en plus complexes; citoyen, il est confronté à des problèmes dont les ramifications lui échappent. Enfin, les informations tourbillonnent, agitant les masses comme les élites.

Les philosophies antiques et les religions mettaient en valeur l'ordre, les structures, l'équilibre, plus préoccupées qu'elles étaient de permanence que de changement, de continuité que d'accidentel. C'est surtout le marxisme qui, en parallèle avec la révolution scientifique et industrielle, a introduit le thème du changement. Mais la dialectique marxiste était, somme toute, déterministe. Les mutations provoquées par les forces de production étaient non seulement inévitables, mais elles conduisaient nécessairement la société vers une forme ultime, définie à l'avance. Le déroulement historique du futur était sans appel.

Or, le spectacle qu'offrent aujourd'hui les communautés humaines montre à l'évidence qu'elles ont bien abandonné leurs équilibres statiques ou leurs processus lents d'évolution pour entrer dans une ère de changements rapides. Mais les buts de cette immense agitation sont loin d'être clairs; les objectifs sont contradictoires; les étapes à venir ne sont pas jalonnées; les lignes de force sont imprécises et les cheminements possibles nombreux. Il n'y a plus le confort de la permanence ou du déterminisme. Le fait fondamental de cette société moderne de mouvement et d'incertitude est que, bien plus qu'à aucune autre époque, elle s'oblige elle-même à des *choix*. On parle volontiers de « société de consommation », de « société post-industrielle », de « société scientifique », de « société de l'abondance », de « société de contestation ». Je crois qu'il faudrait plutôt parler d'une « société de choix », dans laquelle les individus comme les institutions doivent sans cesse revoir leurs orientations et prendre de nouvelles décisions. La compétition scientifique et l'affrontement sur les marchés imposent, sur le plan des Etats, des politiques de croissance actives et, sur le plan des hommes, une mise à jour constante des connaissances et des capacités afin de ne pas être laissé pour compte. Les croyances, les morales, les cadres religieux et familiaux, les rapports sociaux de hiérarchie et d'autorité, le statut économique et l'état de richesse conditionnent moins les individus que précédemment. Les institutions aussi sont moins assurées de leur pérennité: l'Eglise, l'Etat, l'Entreprise, l'Université ont leur Concile, leur Sorbonne, leur Galbraith et leur Bloch-Lainé! Il faut pourtant bien

vivre et agir pour quelque chose, dans une certaine direction ! L'engouement contemporain pour la prévision et la prospective est révélateur de cette quête d'une voie, d'un but, que les doctrines ou les révélations ne semblent plus offrir.

L'*obligation de choix* est évidente partout: le garçon ne poursuit plus automatiquement la profession du père; il ne continue pas sans autre la gestion du domaine ou de l'entreprise de famille; il ne partage pas la même foi ou les mêmes vues politiques que ses parents; la jeune fille s'émancipe; elle décide de ses vêtements, de ses fréquentations, de son métier. Le travail, le mode de vie et de pensée, la sexualité, sont affaire de choix plus que de traditions. Mais le choix n'est pas aisé; il est créateur de doute et de crainte; d'où les appels à l'orientation professionnelle, au plein emploi, à la formation continue, à l'assurance généralisée. Flux et reflux du risque et de la sécurité, tel est le paradoxe de cette société mouvante.

S'il y a obligation de choix, il y a aussi une *volonté de choix*, qui se traduit par une aspiration à participer aux décisions, par un désir d'influer le cours des choses, par une affirmation de soi. Ceci sous-entend naturellement l'inverse: le non-choix, c'est-à-dire l'indifférence.

L'obligation de choix s'est révélée, depuis quelques années, de manière très évidente, dans plusieurs domaines: les Gouvernements assument des fonctions considérablement plus étendues que par le passé, en particulier au point de vue économique et social; on leur demande de mettre sur pied des politiques à la fois plus globales et plus précises: politique économique, politique de la science, politique culturelle, etc. On attend d'eux des options, des priorités, des programmes, des plans. Les entreprises, comme les syndicats, se doivent de formuler des stratégies à long terme, définissant des possibilités d'action et des ordres de grandeur pour l'engagement de leurs moyens en hommes, en idées et en capitaux. Les Universités et les Eglises sont contraintes aux mêmes exercices et, comme toutes les autres institutions, elles sont forcées de se resituer dans la société et de modifier leurs mécanismes de marche.

Le changement provoque inévitablement des *résistances*. Les choix deviennent plus que jamais l'objet de luttes d'influence et leurs conséquences réelles ou supposées engendrent le freinage. Il n'est pas étonnant que le conflit des générations soit plus marqué aujourd'hui qu'hier. Le nouvel ingénieur en sait plus que son aîné, dont l'expérience n'est plus un gage de sûreté de jugement. Les techniques modernes déplacent ou même parfois déclassent les hommes; l'ordinateur élimine le comptable et même le cadre intermédiaire, avant de rendre peut-être inconfortable la position du dirigeant. La concurrence menace les faibles, les oblige à s'allier et à prévoir leur avenir sous d'autres formules. On s'affole de l'intégration, de la concentration et de l'investissement américain. Certes la réponse est la mobilité, mais elle est coûteuse, pénible. Les conversions de structures et de mentalités sont de nouveaux enfantements douloureux. Les hommes et les institutions sont encore mal préparés à la mobilité.

Choix, changement, résistance, mobilité, tous des mots qui présupposent l'intervention de l'homme. Rien d'étonnant à ce que ce dernier demeure notre véritable problème. On s'interrogera sans doute encore longtemps sur son essence et sa nature; sans attendre les réponses, il faut toutefois aménager son séjour dans le monde, et cela dans l'immédiat. Son adaptation aux forces complexes qu'il a lui-même dégagées est une condition de survie; elle est possible et trois sphères privilégiées au moins sont offertes à l'action.

La première est la *formation*, essentiellement ici celle qui prend un aspect structuré, c'est-à-dire l'école. La formation doit permettre à l'homme de s'insérer dans la société,

de s'y sentir à l'aise et de contribuer à son développement. Si les « défis » retenus par les auteurs qui précèdent sont bien ceux qui caractérisent notre société, il est clair que la formation doit préparer les jeunes à dominer le changement, à s'équiper intellectuellement et moralement en vue des choix qui les attendent, à faire bon usage de leur plus grande autonomie. L'exercice de la critique, de l'analyse, du jugement, comme aussi de la responsabilité, aura la priorité sur l'acquisition des connaissances. Très tôt, il faut rendre l'enfant conscient de son pouvoir de choix, ainsi que des contraintes qui le délimitent. Mais il doit être amené à se déterminer, à prendre une option après avoir étudié les autres solutions possibles. Il doit pouvoir aussi se tromper, sans que la pénalisation fasse effet d'éteignoir et suscite le découragement. C'est surtout au niveau universitaire que l'exercice du choix et de la responsabilité serait de nature à transformer les enseignements et à provoquer ce fameux dialogue, dont le contenu reste bien confus, même pour ceux qui l'exigent avec le plus de vigueur.

« L'humanité, disait Pascal, est comparable à un homme qui apprendrait continuellement. » Or, cet homme existe maintenant par la force des choses. La formation est sans terme; on n'arrête plus d'apprendre. En un sens même, on ne peut plus se contenter d'apprendre à apprendre; il faut se créer un système ou une méthode de réflexion capable de relier ensemble des connaissances qu'on n'a pas et qu'on n'aura jamais. Ainsi donc, la formation de l'homme est à repenser, dans la ligne du changement continu des faits et des théories.

Le second point est l'*organisation*. Nous sommes tous partie de plusieurs organisations: famille, Etat, entreprise, école, hôpital, Eglise, club. On commence à comprendre mieux les articulations et les conditions d'existence des organisations, leur efficacité et leurs aspects contraignants. L'organisation est un moyen de faire mieux; elle répond à sa définition si elle libère tous les potentiels des hommes qui la composent. Elle n'élimine pas l'opposition ou la divergence, mais elle peut en tirer un élément de création. L'organisation, surtout lorsqu'elle est grande, fait peur. C'est qu'elle a été souvent un instrument de domination, au lieu d'être surtout un instrument de réalisation. Les transformations en cours dans les méthodes de gestion sont capitales pour favoriser l'adaptation au changement et l'étude raisonnée des choix, à travers une participation plus complète de chacun de ses constituants. Ceci n'implique ni l'abandon de la discipline, ni la remise en cause de l'autorité, mais exige que leurs modalités soient connues, explicitées, acceptées. Les théories modernes de la décision, de la communication et de la motivation transforment sans aucun doute le fonctionnement des organisations. Il est typique de constater que c'est au moment où les étudiants contestent, non sans quelques raisons, les structures universitaires que l'Université de Lausanne se dote d'un règlement instituant un pouvoir plus fort que précédemment. Seul un commandement fort peut déléguer ses compétences, consulter ses collaborateurs et tenir compte de leurs avis, attribuer des responsabilités, punir lorsqu'elles ne sont pas assumées et récompenser lorsque les prestations sont de qualité. Mais ceci ne se fait pas au hasard, ni sans une vue approfondie de ce qu'est l'organisation. C'est la qualité de l'organisation qui permettra de répondre à la plupart des « défis » qui nous sont lancés.

Dernier point enfin: les *loisirs*. L'homme a besoin de repos, de détente, de faire autre chose. Cela fait partie des loisirs. Mais plus spécifiquement, le loisir est aussi l'occasion de s'arrêter, de se reconsidérer soi-même. Ce peut être le temps de l'auto-analyse, celui du bilan des forces et des faiblesses, des réussites et des échecs. C'est la prise d'une certaine distance d'avec la vie quotidienne. C'est aussi le temps de la culture, non pas dans le sens

d'une évasion, d'une fuite, mais d'une confrontation et d'une explication: rencontre de ses propres expériences et des idées des autres. La culture est avant tout la vision que l'on se donne des choses, la manière dont on se situe, la compréhension qu'on a de soi-même et des autres. L'art, la littérature, l'histoire ne sont que des catégories de la culture. La culture est moins une somme de connaissances qu'une façon de vivre. La culture est en tout si on sait la dégager: la comptabilité est aussi « culturelle » que le roman, si on en poursuit l'étude jusqu'à découvrir certains des mobiles les plus puissants de l'homme. C'est par la culture que nous pouvons identifier les vagues de fond de notre société et peut-être même les prévoir. C'est le plus puissant instrument d'adaptation au changement, de mobilité et de choix, finalement de sérénité, et même d'humour.

REVUE ÉCONOMIQUE

Publication bimestrielle
avec le concours de la VIe Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes
et du Centre National de la Recherche Scientifique

Vol. XIX, n° 3 — Mai 1968 —

Les théories de la répartition hiérarchique des revenus d'Adam Smith à nos jours . . . . . G. MARION
Analyse critique de la fonction à génération de capital. . . . . J. LEBRATY
Le Libre-Echange et les pays sous-développés: stimulant ou frein de la croissance économique. . . . . C. ANDRE

* * *

Chroniques:
De la comptabilité descriptive à la comptabilité opérationnelle: «La comptabilité nationale française» par Jean Marchal. . . P. BAUCHET
Epistémologie, Marxisme et Sociologie de la pensée économique d'après les ouvrages d'H. Denis . . . . . A. NICOLAI

Le numéro	10 F
Abonnement (6 n°)	
France et Union française	55 F
Etranger	65 F

Abonnements: 103, bd Saint-Michel, PARIS Ve — C.C.P. PARIS 21335-25